

Proposition présentée par les députés :

M^{mes} et MM. Katia Leonelli, Jacques Apothéloz, Glenna Baillon-Lopez, Olivier Baud, Jacques Béné, Natacha Buffet-Desfayes, Emmanuel Deonna, Jean-Luc Forni, Amanda Gavilanes, Jean-Charles Lathion, Yves de Matteis, Jean Romain, Salika Wenger, Bertrand Buchs, Marta Julia Macchiavelli, Dilara Bayrak, Pierre Eckert, Jean-Marc Guinchard, Marjorie de Chastonay, Jean-Charles Rielle, Olivier Cerutti, Philippe Poget, Alessandra Oriolo, Ruth Bänziger, Claude Bocquet, Patricia Bidaux, Sylvain Thévoz, Nicolas Clémence, Grégoire Carasso, Jacques Blondin, Nicole Valiquier Grecuccio

Date de dépôt : 16 août 2021

Proposition de résolution

pour une association rapide de la Suisse au programme Horizon Europe (*Résolution du Grand Conseil genevois à l'Assemblée fédérale exerçant le droit d'initiative cantonale*)

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève

vu l'article 160, alinéa 1, de la Constitution fédérale, du 18 avril 1999 ;

vu l'article 115 de la loi fédérale sur l'Assemblée fédérale, du 13 décembre 2002 ;

vu l'article 156 de la loi portant règlement du Grand Conseil de la République et canton de Genève, du 13 décembre 1985,

considérant

- le fait que l'excellence de la recherche et de l'innovation représente une des ressources importantes de la Suisse et a un lien direct avec la qualité de vie dont bénéficie la population suisse, en termes de prospérité, de santé, de formation et de sécurité ;
- que l'exclusion récente de la Suisse des pays étant associés au programme de recherche et d'innovation Horizon Europe résulte de l'abandon des négociations sur l'accord-cadre par le Conseil fédéral ;

- le rôle clé que joue le programme-cadre Horizon Europe dans le développement de l'innovation et de la recherche dans les universités, les écoles polytechniques fédérales ainsi que les hautes écoles spécialisées et les hautes écoles pédagogiques en Suisse ;
- le fait qu'Horizon Europe soit le programme-cadre de l'UE pour la recherche et l'innovation, doté d'un budget de 95,5 milliards d'euros, qui s'étend de 2021 à 2027 ;
- la nécessité impérieuse d'une collaboration internationale, afin de répondre au mieux aux nombreux défis mondiaux tels que le changement climatique, le cancer ou la santé des océans, qui ne peuvent être résolus par un seul pays ni même par des collaborations bilatérales entre Etats ;
- le fait qu'en 2020, à l'Université de Genève, les financements européens se soient élevés à plus de 24 millions de francs suisses et que 70 ERC (bourses du Conseil européen de la recherche) étaient également en cours (FP7 et H2020) ;
- l'impossibilité d'avoir accès, en tant que pays tiers, à des bourses ERC (European Research Council grants), qui permettent de financer massivement des projets dans différents domaines de recherche ;
- la menace pour les PME suisses, qui ne pourront plus bénéficier de subventions directes de la part d'Horizon Europe, instrument n'ayant pas d'équivalent en Suisse ;
- le risque pour la Suisse de devenir moins compétitive sur le plan international en raison de sa non-participation à un certain nombre de programmes et d'activités,

demande à l'Assemblée fédérale

- de débloquer au plus vite la deuxième contribution de cohésion de la Suisse en faveur de certains Etats membres de l'Union européenne ;
- de stabiliser les relations avec l'UE, afin de garantir au plus vite l'accès et la participation de la Suisse au programme Horizon Europe.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Mesdames et
Messieurs les députés,

Un mois après l'abandon des négociations sur l'accord-cadre par le Conseil fédéral, la Suisse perd son statut de pays associé et devient un pays tiers aux yeux de l'Union européenne, notamment en matière de recherche et de collaboration scientifiques^{1,2}.

Fin juin, la Commission européenne a annoncé que la Suisse ne ferait pas partie des pays associés au programme de recherche Horizon Europe³. La participation de la Suisse aux programmes-cadres de recherche (PCR) de l'UE faisant partie des accords bilatéraux I de 2002 entre la Suisse et l'UE, elle doit être renégociée pour chaque génération de programme. Ces accords ont permis à notre pays d'être associé depuis 2004 aux PCR. Les négociations pour le programme Horizon Europe étaient suspendues en attendant la conclusion de l'accord-cadre⁴. L'UE avait clairement indiqué qu'elle considérait qu'un accord-cadre était une condition préalable à la participation de la Suisse aux PCR en tant que pays associé. Elle a également signalé que l'absence d'accord-cadre signifierait l'érosion des accords bilatéraux. Avec l'érosion des accords bilatéraux, l'excellence de la recherche en Suisse est mise en jeu.

Horizon Europe est le programme-cadre de l'UE pour la recherche et l'innovation (budget de 95,5 milliards d'euros), qui s'étend de 2021 à 2027⁵. Ce programme de recherche facilite la collaboration et permet une forte transmission des savoirs. Il renforce l'impact de la recherche scientifique en

¹ « Ecartée du programme de recherches Horizon Europe, la Suisse cherche une issue », *RTS*, publié et modifié le 25 juin 2021, [en ligne] :

<https://www.rts.ch/info/suisse/12303568-ecartee-du-programme-de-recherches-horizon-europe-la-suisse-cherche-une-issue.html> (consulté le 12 juillet 2021).

² EPINEY, Astrid, *et al.*, « Recherche européenne : l'appel des hautes écoles romandes adressé au Conseil fédéral », *Le Temps*, publié et modifié le 29 juin 2021, [en ligne] : <https://www.letemps.ch/opinions/recherche-europeenne-lappel-hautes-ecoles-romandes-adresse-conseil-federal> (consulté le 12 juillet 2021).

³ *Idem.*

⁴ *Idem.*

⁵ European Commission website : https://ec.europa.eu/info/research-and-innovation/funding/funding-opportunities/funding-programmes-and-open-calls/horizon-europe_fr?etran=fr (consulté le 12 juillet 2021).

particulier sur des défis globaux comme le changement climatique ou la réalisation des objectifs de développement durable des Nations Unies⁶. Un des nouveaux éléments d'Horizon Europe est le soutien à des innovations prometteuses mais dont le soutien est trop risqué pour des investisseurs privés⁷.

Les PCR sont composés de trois piliers : le premier pilier soutient l'excellence scientifique et en particulier la recherche fondamentale. Le deuxième pilier vise à promouvoir des solutions aux défis mondiaux tels que le changement climatique, le cancer ou la santé des océans, qui ne peuvent être résolus par un seul pays ni même par des collaborations bilatérales entre Etats. Le troisième pilier du programme concerne l'innovation, à savoir le développement et la commercialisation des résultats de la recherche.

La Suisse a été pleinement associée au programme précédent, Horizon 2020 (2014-2020). Les hautes écoles, comme les universités suisses se sont publiquement exprimées en faveur d'un traitement similaire dans le cadre d'Horizon Europe⁸. Au-delà de la question du financement, être associé au programme signifie pouvoir participer à plusieurs initiatives qui y sont liées comme le programme Euratom, l'infrastructure ITER ou encore le programme pour une Europe numérique⁹. « C'est une source de financement qui pourrait potentiellement être limitée. Mais surtout, ce qui fait vivre les institutions de recherche, ce sont les échanges entre elles », commente le directeur de la HES-SO François Seppéy pour la RTS¹⁰. Même constat pour le président de l'EPFL, Martin Vetterli : « C'est le risque d'être moins compétitif, de ne pas interagir dans des réseaux de chercheurs. Il y a toute une panoplie de programmes dont on risque d'être exclus », ajoute-t-il pour la RTS également. Dans l'émission radiophonique « La Matinale » de la RTS du 28 mai 2021, Yves Flückiger, recteur de l'Université de Genève et président de *Swissuniversities*, met en garde devant les risques liés à une

⁶ *Idem*.

⁷ *Idem*.

⁸ « Les milieux académiques inquiets après l'abandon de l'accord-cadre », *RTS*, publié et modifié le 28 juin 2021, [en ligne] : <https://www.rts.ch/info/suisse/12233226-les-milieux-academiques-inquiets-apres-labandon-de-laccordcadre.html> (consulté le 12 juillet 2021).

⁹ « Ecartée du programme de recherches Horizon Europe, la Suisse cherche une issue », *RTS* (consulté le 12 juillet 2021).

¹⁰ « Les milieux académiques inquiets après l'abandon de l'accord-cadre », *RTS* (consulté le 12 juillet 2021).

isolation de la Suisse en matière de recherche scientifique¹¹. Il rappelle également la situation déjà vécue en 2014, à la suite du vote populaire du 9 février : « Un recul assez massif de la Suisse à coordonner des projets européens. On remonte la pente, mais en une année on détruit ce qui nécessite ensuite 5-6 ans à être redressé »¹². Aujourd'hui, les premiers appels à projets d'Horizon Europe sont lancés alors que la Suisse est écartée. Les projets se mettent en place sans coordination attribuée aux chercheurs en Suisse et avec une moindre participation de nos scientifiques. Pour le président de l'EPFL, la situation actuelle est encore pire qu'en 2014 : « Après le 9 février, on avait été mis sur la touche pendant six mois, avant d'être en grande partie réintégrés. Aujourd'hui, il semblerait qu'on soit même exclus des programmes en cours d'évaluation »¹³. La compétitivité de la Suisse est gravement menacée.

En tant que pays tiers, la Suisse ne pourra plus coordonner de projets européens. Dans le cadre d'Horizon 2020, les chercheuses et chercheurs et les entreprises suisses coordonnaient 1185 projets, à savoir 3,9% de l'ensemble des projets¹⁴. Coordonner des projets signifie pouvoir activement participer au développement de la recherche et de l'innovation à l'échelle de l'Europe.

En tant que pays tiers, la Suisse ne pourra plus non plus recevoir de bourses ERC (European Research Council grants)¹⁵, des bourses d'excellence qui permettent de financer massivement des projets dans différents domaines de recherche¹⁶. Ces bourses permettent d'attirer des personnes du reste de l'Europe en Suisse. Elles permettent aussi à nos jeunes chercheurs et chercheuses d'obtenir des financements. L'excellence de nos universités dépend de ces meilleurs talents qui s'établissent en Suisse, de l'accès aux

¹¹ FLÜCKIGER, Yves, « Yves Flückiger commente la fin des négociations sur l'accord-cadre », *La Matinale*, RTS, publié le 28 mai 2021, [en ligne] : <https://www.rts.ch/play/radio/la-matinale/audio/yves-flueckiger-commente-la-fin-des-negociations-sur-laccord-cadre?id=12214863> (consulté le 12 juillet 2021), 1'17"-2'45".

¹² *Idem*, 3'45"-4'12".

¹³ « La porte du programme de recherche européen n'est pas fermée, selon Guy Parmelin », *RTS*, publié le 26 mai 2021, [en ligne] : <https://www.rts.ch/info/suisse/12305291-la-porte-du-programme-de-recherche-europeen-nest-pas-fermee-selon-guy-parmelin.html> (consulté le 12 juillet 2021).

¹⁴ EPINEY, Astrid, *et al.*, « Recherche européenne : l'appel des hautes écoles romandes adressé au Conseil fédéral » (consulté le 12 juillet 2021).

¹⁵ *Idem*.

¹⁶ FLÜCKIGER, Yves, « Yves Flückiger commente la fin des négociations sur l'accord-cadre » (consulté le 12 juillet 2021), 1'33"-1'44".

fonds européens, mais également de l'émulation et des collaborations qui sont les corollaires de ces bourses. Un financement suisse ne résout pas ce problème, ni celui de l'accès de nos jeunes aux réseaux européens. Selon le recteur de l'Université de Genève, ces bourses sont un élément central de notre compétitivité au niveau international¹⁷. Dans le cadre d'Horizon 2020, ces bourses représentaient 40% des financements européens accordés à la Suisse, soit plus d'un milliard de francs suisses¹⁸. En 2020, à l'Université de Genève, les financements européens se sont élevés à plus de 24 millions de francs suisses et 70 ERC (bourses du Conseil européen de la recherche) étaient en cours (FP7 et H2020).

Les PME suisses sont également menacées. Dans le cadre d'Horizon 2020, 25% des projets suisses financés par le programme étaient portés par des PME¹⁹. Sans association, l'écosystème d'innovation est aussi impacté par une perte de l'accès au 3^e pilier, ces financements européens (subventions directes) n'ayant pas d'instrument équivalent en Suisse. Le canton de Genève a d'ailleurs le taux de succès le plus important de Suisse dans l'obtention de ces fonds (en particulier pour les spin-off, start-up et PME).

L'association à ces programmes de recherche et d'innovation permet à la Suisse d'attirer des talents, mais aussi de promettre un avenir dans la recherche et sur le marché du travail aux étudiants et étudiantes suisses (dont la mobilité en Europe est déjà fragilisée depuis que la Suisse n'est plus associée au programme Erasmus+)²⁰.

Mesdames les députées, Messieurs les députés, nous vous invitons à soutenir de cette proposition de résolution pour appeler l'Assemblée fédérale à stabiliser les relations avec l'Union européenne, afin de garantir l'accès et la participation de la Suisse au programme Horizon Europe ; et ce, notamment, en débloquent au plus vite la deuxième contribution de cohésion de la Suisse en faveur de certains Etats membres de l'UE. L'excellence de la recherche et de l'innovation est une des ressources importantes de la Suisse et elle a un lien direct avec la qualité de vie dont bénéficie la population suisse, en termes de prospérité, de santé, de formation et de sécurité.

¹⁷ *Idem*, 1'44"-1'56".

¹⁸ EPINEY, Astrid, *et al.*, « Recherche européenne : l'appel des hautes écoles romandes adressé au Conseil fédéral » (consulté le 12 juillet 2021).

¹⁹ *Idem*.

²⁰ *Idem*.